

## Conseil national du PCF — 13 mars 2021

### Rapport introductif — Christian Picquet

---

Cher·e·s Camarades,

Nous avons aujourd'hui à adopter le projet de texte qui va servir de base à la discussion des communistes à propos des échéances électorales de 2022, jusqu'à la conférence nationale des 10 et 11 avril.

Le projet que vous avez entre les mains a vocation à nous permettre d'instruire collectivement toutes les dimensions d'un débat essentiel pour notre parti, et c'est dans cet d'esprit que la commission du texte a travaillé.

Notre souci a été de tenir compte, au plus près, de ce qui remontait des contributions individuelles ou collectives parvenues au site dédié à la préparation de la conférence nationale, de favoriser le plus vaste échange entre les adhérents et au sein des instances du parti, de permettre l'enrichissement du document à partir de la richesse d'expériences qui nous caractérise, et d'ouvrir le chemin au plus large rassemblement des communistes, dans le respect de la diversité des opinions et des préoccupations qui s'expriment et vont continuer à s'exprimer d'ici les 10 et 11 avril.

L'état d'esprit de la commission, et celui d'Éliane Assassi comme de moi-même à qui vous avez confié la mission d'en animer les travaux, renvoie bien évidemment à la gravité du moment politique que connaît notre pays, comme d'ailleurs l'Europe et le monde.

Comme il est précisé dès l'introduction du document, la séquence électorale de l'an prochain interviendra dans un double contexte.

D'abord, celui d'une pandémie dont le terrible bilan humain, social et politique souligne, en se combinant aux enjeux majeurs de la crise écologique et climatique, le défi de civilisation désormais posé à l'humanité tout entière. À l'épreuve de toutes les crises qui s'imbriquent dorénavant, et d'un ordre du monde qui devient de plus en plus convulsif, c'est le modèle de développement associé à quatre décennies de globalisation capitaliste qui se retrouve en cause.

À quoi s'ajoutent les démolitions sociales et démocratiques aggravées que le quinquennat d'Emmanuel Macron aura mises en œuvre. Nos concitoyennes et concitoyens auront pu pleinement en mesurer les dégâts, à travers la faillite de la stratégie sanitaire ou vaccinale du gouvernement, ou encore à travers les difficultés extrêmes qu'auront rencontrées des services publics et un État dont le néolibéralisme n'aura cessé d'affaiblir les capacités, quand il se sera agi de faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19.

Inutile, je pense, de développer davantage sur cette appréciation, les dernières semaines et les échecs du gouvernement dans la conduite de ses actions contre la pandémie en apportant la pleine confirmation.

Le contexte laissant présager, nous l'avons relevé à d'innombrables reprises au conseil national, des attaques aggravées du capital pour sortir de la crise sur le dos des peuples, des travailleurs et de la jeunesse, l'alternative est une nouvelle fois posée à l'humanité et, ici, à notre peuple :

- ou le choix de solutions révolutionnaires ouvrant le chemin à un changement de société ;
- ou la menace de nouvelles barbaries, de régressions sociales et démocratiques inégalées depuis très longtemps, de menaces sur les écosystèmes et la paix mettant en question l'avenir même de la planète.

Plus que jamais, il y a besoin d'espoir. Il y a besoin d'une issue à la menace d'effondrement du pays.

2022 ne peut, pour cette raison, être un nouveau rendez-vous manqué. Où le peuple de France serait privé de réponses à ses attentes et aspirations. Où il se retrouverait notamment pris au piège d'un nouveau duo Macron-Le Pen, dans lequel le pouvoir de Macron s'efforce d'ores et déjà de l'enfermer.

Par toute notre histoire et les conquêtes populaires majeures qu'elle a permises, par les responsabilités qui sont les nôtres dans les luttes du quotidien, avec nos élus qui portent le combat dans toutes les institutions, grâce à notre présence partout sur le terrain, nous récusons toute posture de témoignage.

Nous avons une grande ambition pour le pays, nous entendons de toutes nos forces agir en faveur d'une politique qui tire jusqu'au bout les leçons de la pandémie et qui s'emploie à conjurer la crise dévastatrice qui s'annonce dès à présent, avec ses centaines de milliers de nouveaux chômeurs, l'essor de la précarité en particulier dans la jeunesse, la poursuite des désindustrialisations de nos territoires qui met en cause la souveraineté de la France en des domaines essentiels, la casse de nouveaux services publics, le durcissement autoritaire des politiques capitalistes...

Et, dans la mesure où le communisme est avant tout le choix de l'émancipation humaine, nous ne saurions nous résoudre à l'inexistence d'une perspective de changement, qui s'appuierait sur les luttes et en encouragerait l'essor, qui impulserait le rassemblement populaire comme nous avons toujours cherché à le faire dans le passé.

C'est ce que tient à dire le texte, vous l'avez vu, dès ses premières lignes.

C'est fort de cette conception qu'il appelle les communistes à débattre de leur choix à la présidentielle, d'une candidature communiste et de la manière dont ils peuvent, lors de cette échéance et de législatives dont les enjeux seront indissociables, contribuer à la construction d'une nouvelle majorité politique pour donner au pays les moyens du changement qu'il attend.

Et c'est toujours dans cet esprit qu'il est tourné vers l'action, avec un double souci :

- permettre aux communistes de définir le projet qu'ils vont porter ;
- mais aussi répondre aux interrogations du monde du travail et de la création, de la jeunesse, des hommes et des femmes qui cherchent le chemin d'une gauche de combat, de toutes celles et tous ceux qui sont en colère mais manifestent souvent leur désespoir en se détournant de la politique.

D'où il découle les trois principales dimensions du document :

1. l'appréciation du rapport des forces en présence, dans le but d'apprécier l'espace où nous allons pouvoir déployer notre démarche ;
2. les grandes propositions que le Parti communiste français se doit de porter pour travailler à une issue progressiste durable à la crise présente ;
3. la visée stratégique à affirmer dans le débat public et l'offre politique qu'il nous appartient de défendre à la présidentielle et aux législatives de 2022.

Sur le premier point, nous mesurons parfaitement les dangers de la situation. Et le texte entend les souligner.

La peur générée par la crise épidémique, couplée aux difficultés que rencontrent depuis longtemps les mobilisations populaires pour se fédérer face aux attaques du capital est de nature à encourager les phénomènes de repli, de division, de découragement.

La colère est pourtant grande, elle s'avive même à mesure que grandit la crise démocratique et que s'affirme un sentiment d'humiliation de la nation devant les pertes de souveraineté que lui a causées le néolibéralisme, par exemple en matière de santé publique, d'alimentation ou de développement industriel.

En l'absence d'une perspective progressiste à la hauteur, c'est à droite et à l'extrême droite que se cherche une solution politique, marquée par la recherche d'un durcissement autoritaire des politiques du capital.

Travaillant notre société depuis des décennies, l'extrême droite est parvenue à imposer nombre de ses thématiques identitaires et xénophobes dans le débat public, et ce sont celles-ci qui inspirent les recompositions qui commencent à se faire jour de ce côté de l'échiquier politique. On voit même comment Emmanuel Macron et sa majorité tentent de préparer un futur duel avec la présidente du Rassemblement national en pillant éhontément le fonds de commerce de ce parti.

On ne sait aujourd'hui quelle sera la configuration exacte du second tour de la présidentielle, mais en cas de présence de l'extrême droite, nul ne peut plus exclure sa victoire.

La menace que cela fait peser sur la République ne saurait donc être sous-estimée. Comme le souligne un amendement que nous avons intégré cette nuit, les communistes, fidèles à leur histoire, mettront tout en œuvre pour lui barrer la route du pouvoir.

Rien n'est pourtant joué. Des mobilisations nombreuses se sont développées depuis 2017, des « Gilets jaunes » au mouvement en défense du droit à la retraite, en passant par les luttes de la jeunesse en faveur de la justice climatique ou par les engagements citoyens pour la démocratie et l'égalité.

La pandémie elle-même a accéléré les prises de conscience de la malfaisance des logiques capitalistes. Il en est résulté des initiatives collectives, des recherches de solutions alternatives pour sortir de la crise, et cela peut représenter des points d'appui précieux pour notre combat.

Ces mouvements, ces luttes, ces prises de conscience sont en effet essentiels pour bâtir le grand mouvement populaire qui fait défaut à notre pays depuis trop longtemps. C'est ce dernier, et non

des opérations de sommet ficelées à la hâte autour d'une plateforme *a minima*, qui peut vraiment changer la donne, faire renaître l'espoir d'un changement progressiste, battre ce faisant les solutions réactionnaires qui se cherchent, faire surgir une alternative politique de gauche.

Pour construire cette alternative, il faut répondre aux véritables attentes de la société. C'est de grandes ruptures avec les logiques dominantes dont le pays a besoin. C'est une révolution démocratique qui est nécessaire pour permettre aux classes travailleuses et populaires d'accéder à des conquêtes décisives, d'arracher des pouvoirs nouveaux, de faire reculer l'exploitation et toutes les dominations.

C'est à cette fin que nous proposons que le parti mette en débat, dans le pays et à gauche, les principaux éléments d'une réponse à même de rassembler une majorité populaire. Des éléments qui procèdent, non pas simplement du programme que porte le PCF, mais qui sont d'abord définis à partir de ce que portent en dynamique les mobilisations et les exigences qui montent de la société.

C'est le sens de la dizaine d'axes qu'avance le texte. En résumé :

- une grande ambition de services publics ;
- un nouvel âge de la Sécurité sociale, pour sécuriser tous les moments de la vie ;
- une révolution du travail et de l'emploi, avec en son cœur l'idée de sécurité de l'emploi et de la formation ;
- une grande politique pour la jeunesse ;
- un nouveau mode de production et de consommation, liant transition écologique, réindustrialisation, nouvelles coopérations internationales ;
- une politique renouant avec les principes de la République, au service des libertés à reconquérir, de l'égalité réelle, de la fraternité ;
- une grande action en faveur de la culture et de l'éducation, parce qu'il s'agit de vecteurs d'émancipation ;
- une capacité d'initiative indépendante de la France au service d'une planète durable, solidaire et en paix ;
- une France agissant avec volontarisme en faveur d'une autre construction européenne.

Ces objectifs vont de pair avec les moyens permettant de les arracher : la nécessaire prise de pouvoir sur le capital et une refondation de la démocratie, avec de nouveaux pouvoirs pour les citoyens et les salariés, dans la perspective d'une VI<sup>e</sup> République.

Telle est l'originalité de la démarche que nous avons à porter dans la séquence électorale de 2022, sa cohérence en ce qu'elle s'efforce d'articuler projet de société, conquête de nouveaux pouvoirs, et moyens indispensables pour aboutir à des avancées majeures.

J'en viens précisément à la visée stratégique qu'il nous incombe de faire valoir, et à nos choix pour la présidentielle et les législatives.

La gauche aborde ce moment crucial dans un état d'affaiblissement considérable. Les sondages la créditent, quelle que soit la configuration, d'un des scores les plus bas de son histoire. Le présidentielisme y nourrit les concurrences, ce qui se traduit par une candidature d'ores et déjà déclarée, celle de Jean-Luc Mélenchon, et d'autres qui se préparent ouvertement, chacune affichant ses tentations hégémoniques.

L'origine de cette situation, nous le savons, vient de loin. Ce ne sont pas seulement ses divisions qui affaiblissent la gauche, c'est avant tout la faiblesse des choix portés par une partie d'entre elle qui l'empêche de s'adresser à une très large partie de l'électorat populaire, et qui nourrit tant l'abstention que des intentions de vote extrêmement basses.

Par tout ce qui fait notre histoire, par tout ce qui fonde nos engagements, nous n'entendons pas nous résoudre à cette débâcle.

Nous voulons au contraire créer les conditions d'une nouvelle majorité politique, et cela doit inspirer nos décisions, loin de toute rétraction sur la seule identité communiste.

Cela suppose néanmoins de mener un débat aussi loyal que franc sur les objectifs à porter pour retrouver le chemin du monde du travail et de la création, afin d'unir toutes les forces prêtes à répondre aux exigences populaires, de favoriser le surgissement d'un puissant mouvement de contestation du système.

C'est ce que l'avant-projet de texte souligne avec force, à plusieurs reprises comme vous l'aurez certainement remarqué.

La visée stratégique définie par notre 38<sup>e</sup> Congrès, celle d'une union populaire agissante, d'un Front populaire du XXI<sup>e</sup> siècle, est plus que jamais d'actualité.

Et s'il n'existe pas, à ce stade, un socle d'idées suffisamment partagées entre forces de gauche et écologistes pour répondre aux exigences de la situation, il nous incombe, d'un même mouvement, de faire progresser le débat sur les solutions, de faire gagner en influence les propositions que nous mettons en avant, de travailler à réunir les conditions d'une alternative politique.

C'est à partir de cette visée stratégique que se pose la question de la candidature communiste, dont nous avons reçu mandat, du 38<sup>e</sup> Congrès, de réunir les conditions.

Cette question est débattue dans le parti, comme le montrent les contributions parvenues au site Internet. C'est parfaitement normal, eu égard à l'extrême complexité du moment politique.

Le conseil national doit aujourd'hui adopter la proposition qu'il va soumettre aux communistes en vue de la conférence nationale d'avril.

Le choix retenu par le texte est bien celui d'une candidature communiste proposée à notre peuple.

Il part d'un constat simple : 2022 ne peut se réduire au duo Macron-Le Pen, mais il ne saurait davantage se satisfaire d'opérations bâclées qui, se résumant à des tractations de sommet, se révéleraient inévitablement incapables de satisfaire les attentes populaires.

C'est sur la base de l'analyse de la configuration politique du pays, des grands enjeux que j'ai sommairement décrits, et de l'état des débats à gauche que nous aboutissons à cette option.

C'est également parce que nous considérons que le Parti communiste a un rôle décisif à jouer, dans les circonstances présentes, pour aboutir à une alternative de gauche qui transformera la France, s'appuiera sur le mouvement populaire, et œuvrera à reconstruire une gauche à la hauteur de ce dont a besoin le pays.

Notre parti peut, nous semble-t-il, faire bouger les lignes du débat politique, en portant un projet ambitieux et les propositions qui en découlent, en appelant à l'intervention populaire qui est indispensable pour changer les rapports de force, en sachant s'adresser au monde du travail et à la jeunesse sans lesquels une majorité politique n'est pas envisageable.

Il peut se fixer l'objectif d'enclencher à la présidentielle une dynamique de redistribution des cartes autour d'une ambitieuse politique de changement radical. Et, par-là même, il peut travailler à construire les conditions d'une nouvelle majorité politique.

Ce combat, il nous faut évidemment le mener en nous ouvrant largement à toutes celles et tous ceux qui sont en colère, ou qui attendent des réponses à la hauteur de leurs aspirations. La candidature communiste est, par conséquent, une candidature ouverte à la co-construction avec toutes les forces qui s'y montreront disponibles. C'est l'objet de l'appel que nous proposons de lancer à celles-ci, une fois que les communistes auront décidé de leur choix.

Pour le dire autrement, c'est en renforçant le Parti communiste français, en faisant avancer des contenus de rupture avec les politiques néolibérales et capitalistes, en redonnant confiance à des hommes et des femmes qui se désespéraient jusqu'alors de la politique, que nous voulons renforcer la gauche tout entière.

Cela implique qu'à partir de l'élection présidentielle, nous défendons une offre politique en vue d'aboutir à une nouvelle majorité politique.

De ce point de vue, la présidentielle et les législatives sont indissociables.

Si l'on ne saurait « enjamber » l'élection présidentielle qui, aux yeux des Françaises et des Français, focalise le débat sur l'avenir du pays, nous n'entendons pas pour autant céder aux dérives du présidentielisme que nous combattons depuis les origines de la V<sup>e</sup> République.

Les législatives, nous le savons, avec l'élection du plus grand nombre possible de députés communistes, et avec l'objectif d'aboutir à une majorité de gauche décidée à appliquer un authentique programme de transformation du pays, peut être un point d'appui essentiel. Ce sera encore plus le cas en 2022.

C'est dans ce cadre, qu'à la présidentielle et en cherchant à initier une véritable dynamique de changement adossée à la mobilisation populaire, le texte propose que nous défendions l'idée d'un contrat de législature pour une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Et que, en même temps que nous engagerons la campagne de la présidentielle, nous travaillions à la présentation dans l'ensemble des circonscriptions de candidatures de gauche au service de la transformation de la France, avec l'objectif de faire élire un groupe communiste fortement renforcé.

Clairement, c'est par notre bataille à la présidentielle, en étant fortement présents et visibles sur nos idées et propositions, en portant l'offre qui nous paraît de nature à pouvoir amener une nouvelle majorité politique, que nous voulons peser en faveur d'une nouvelle dynamique politique, lutter contre les divisions, et faire progresser les rassemblements nécessaires à la construction d'une alternative.

Durant les diverses séances de la commission, nous avons examiné tous les amendements remontés. Beaucoup, au moins dans leur esprit, ont été intégrés. D'autres ne l'ont pas été, s'ils soulevaient des questions que nous ne pensions pas être collectivement en mesure de traiter au fond lors de cette session du conseil national. Mais ils vont pouvoir continuer à enrichir le texte, à la chaleur des échanges des sections et comités départementaux.

Plus au fond, la démarche générale du projet de texte a fait l'objet de débats importants au sein de la commission.

Des camarades ont, tout d'abord, proposé que la mise en débat d'un « pacte d'engagements » entre forces de gauche et écologistes, sur un socle partagé de mesures immédiates et structurelles n'intervienne qu'à l'issue de la campagne présidentielle.

Il n'y a pas eu accord au sein de la commission pour intégrer un amendement en ce sens, les autres camarades considérant que nous ne pouvions pas nous engager dans la bataille de la présidentielle sans répondre aux questionnements qui nous seront inévitablement adressés sur la solution que nous défendons pour éviter un remake du duo Macron-Le Pen, ou pour empêcher les droites d'enfoncer un peu plus le pays dans la régression.

D'autres camarades, sans repousser la présentation d'une candidature communiste à ce stade, ont insisté sur les initiatives qu'il convenait de prendre pour faire progresser le débat d'idées et les rassemblements en vue d'aboutir à une majorité politique. Cette idée a d'ailleurs été un peu plus affirmée dans le texte que nous avons amendé cette nuit. Ces camarades ont également proposé que le parti se tienne disponible pour de nouvelles décisions, si les évolutions de la situation le permettaient ou le nécessitaient.

Il n'y a pas eu, là non plus, accord de la commission pour intégrer cette sorte de « clause de revoyure », les camarades en désaccord avec cette suggestion considérant qu'elle pourrait handicaper la mise en mouvement du parti après le vote des communistes au mois de mai, et qu'elle pourrait être perçue, par les partenaires de gauche comme par les médias comme l'idée que notre candidature ne serait que conditionnelle, et donc amovible. Ce qui ne pourrait que limiter notre impact dans une bataille déjà très difficile.

J'en termine, pour dire que la démarche que je viens de résumer devant vous a vu, dans la commission, s'exprimer une autre orientation. Elle se trouve contenue dans l'option alternative figurant à la fin du document, cette option ayant elle-même été fortement amendée par des membres du conseil national non membres de la commission, qui en partageaient le sens.

Cette option alternative propose, la suppression des deux dernières parties du texte, sur la candidature communiste et sur la majorité politique à rechercher de la présidentielle aux législatives, pour engager un processus de rencontre entre forces de gauche et écologistes, dans le but d'aboutir à une conférence des forces de progrès et de l'écologie et de convenir d'un accord de gouvernement à partir d'une dizaine de mesures majeures.

C'est évidemment une autre démarche, à partir de laquelle il est proposé de réunir une nouvelle conférence nationale au second semestre 2021 pour apprécier les résultats de la bataille.

Par ailleurs, la commission de transparence des débats a, à ce jour, reçu trois réponses à l'appel à candidature lancé par notre dernier conseil national.

Ce sont celles d'Emmanuel DANG TRAN, Grégoire MUNCK et Fabien ROUSSEL.

Ce conseil national va aujourd'hui choisir l'option qu'il va majoritairement proposer aux communistes.

Le débat est appelé à se poursuivre et à s'enrichir jusqu'à la conférence nationale des 10 et 11 avril.

Les échanges au sein de la commission du texte se sont déroulés dans un climat fraternel, où toutes les questions ont été abordées dans le respect des points de vue, avec une grande exigence partagée de qualité, et, pour chacune et chacun, le souci d'unir les communistes dans leur diversité.

J'imagine me faire l'expression de tous mes camarades pour souhaiter à présent que ce climat se confirme à ce CN et tout au long des semaines qui suivront.

Cet après-midi, les conditions de notre réunion en visioconférence empêcheront que tous les amendements qui n'ont pas été retenus, ou ceux qui seraient déposés ce matin, soient soumis au vote.

Je vous fais donc, au nom de la commission la proposition que nous n'en retenions que quelques-uns, ceux qui condensent les principaux débats entre nous.

Je vous remercie.